

Face aux piètres résultats en lecture, un nouveau cap

Dictée quotidienne, évaluations... M. Blanquer s'appuie sur les scores de Pirls pour légitimer sa politique

Après le « choc PISA », le « choc Pirls » ? Enquête après enquête, la France est confrontée à une érosion de ses résultats scolaires. Les données publiées mardi 5 décembre sur les compétences en lecture ont de nouveau jeté un froid. Le Programme international de recherche en lecture scolaire (Pirls), portant sur les élèves de CM1 ou d'un niveau équivalent de 50 pays octroie à notre système éducatif 511 points. C'est plus que la moyenne symbolique fixée, depuis la première édition en 2001, à 500 points par l'association IEA qui pilote l'étude. Mais moins que la plupart des pays européens.

La France se situe à la dernière place des 34 pays dépassant les 500 points. Elle est surtout, avec les Pays-Bas, le seul pays à réussir de moins en moins bien. A l'âge de 10 ans, un Français lit plus difficilement que la moyenne des élèves européens, mais aussi moins bien que ce que faisait, au même âge, son aîné il y a quinze ans.

Ce constat d'une « dégradation constante » avait déjà permis à la gauche, en 2012, de justifier des grands axes de sa refondation de l'école – la priorité au primaire, l'accent mis sur la maîtrise des compétences de base en français et en mathématiques... L'école française écopait, alors, d'un score à peine plus élevé (520 points).

En convoquant la presse, mardi, après la publication des résultats, pour sonner la mobilisation autour de la maîtrise du français et des « fondamentaux », le ministre de l'éducation, Jean-Michel

Blanquer, a réitéré l'exercice, s'emparant, comme ses prédécesseurs, d'une enquête internationale pour légitimer son plan d'action.

« Anarchie pédagogique »

L'« évaluation », la « recherche » et la « comparaison internationale » sont les maîtres mots d'un projet pour l'école que le ministre assure vouloir placer au-delà des clivages. Il prend pourtant le risque de relancer certaines querelles : il a surpris le microcosme scolaire en promettant de rendre effective, dans le primaire, cette « dictée quotidienne » qu'avait tenté de promouvoir en 2015 sa prédécesseur, Najat Vallaud-Belkacem. Un souhait qui avait provoqué un tollé parmi les enseignants, dénonçant alors un « coup de com' » déconnecté des nouveaux programmes autant que de leurs pratiques.

Deux ans sont passés, et le ministre de l'éducation va même plus loin en défendant, dans la même veine, le recours à la « récitation quotidienne » et à la « lecture à voix haute », à un « livre par mois » voire à une « histoire par jour »... Des préconisations floues, mais laissant entendre qu'il aurait prises sur ce que font en classe les enseignants quand les portes sont closes.

« La liberté pédagogique n'est pas l'anarchie pédagogique », estime M. Blanquer ; idem de « la liberté éditoriale [qui] ne doit pas être une anarchie éditoriale ». Aux enseignants, il promet des recommandations sur la recherche pour choisir les « bonnes méthodes », s'appuyant sur le « déploiement de pédagogies explicites, progressives et

structurées fondées sur l'expérience » ; des recommandations, aussi, pour choisir entre des manuels qui « ne se valent pas tous », avec la promesse que « 100 % des élèves en soient dotés au CP ».

Aux élèves et aux parents, le ministre propose de nouvelles évaluations : en plus de celles initiées, depuis septembre, à l'entrée du CP et de la 6^e, il annonce l'introduction de tests, conçus par le tout nouveau Conseil scientifique de l'éducation nationale, en milieu d'année en CP et CE1. Deux niveaux dont ce gouvernement a fait sa priorité : la promesse-phare du candidat Macron, les dédoublements de classe en éducation prioritaire, devrait concerner 12 000 classes et 340 000 élèves à la rentrée 2019. Une ambition que les syndicats jugent difficile à tenir, faute de postes. « La véritable bienveillance envers les élèves consiste à faire en sorte qu'ils ne sombrent pas dans la difficulté », fait valoir M. Blanquer. Cette culture de l'évaluation doit être comprise comme une culture de l'aide et du soutien au service des plus fragiles. »

Difficile de s'y retrouver cependant dans le maquis d'annonces déclinées mardi et censées faire remonter le niveau des élèves : l'introduction de « repères annuels » dans les programmes, réécrits dans une logique de cycles de trois ans, juxta l'organisation d'une « grande conférence sur l'école maternelle » promise en mars 2018. L'annonce d'une formation « renforcée » des enseignants à la lecture voisine avec le recentrage des activités pédagogiques complémentaires, à l'école primaire, « spé-

cifiquement consacrées à la lecture » ; idem de l'accompagnement personnalisé au collège.

Pour les acteurs de l'école, la réponse n'est pas forcément la bonne. « A une situation des plus préoccupantes, le ministre répond par un plan hors sujet axé sur le déchiffrement et la maîtrise du code, réagit-on au syndicat d'enseignants SE-UNSA. Il évacue la question de l'accès au sens. » C'est cet accès au sens qui pose problème, souligne aussi l'historien Claude Lelièvre : « Pirls pointe nos difficultés, voire notre retard, pour les niveaux élèves de compréhension de l'écrit, observe ce fin connaisseur du système. Mais nous sommes honorablement placés pour ce qui est du décodage des textes. »

« Unité nationale »

Interrogé, M. Blanquer insiste sur « le lien que doit être capable de faire l'élève entre décodage et sens, lecture et compréhension », appelant à « dépasser ces oppositions pour créer autour de l'école une unité nationale, de la cohésion ».

Les chefs d'établissement du SNPDEN ont, eux, choisi de replacer ces dispositions sur le temps long : « La situation devient alarmante malgré les innombrables annonces faites par les dix ministres de l'éducation nationale qui se sont succédé depuis la première enquête Pirls de 2001, souligne ce syndicat. Face au choc que devraient susciter les résultats de Pirls, un nouveau train de mesures pris dans l'urgence aura la même destinée que les précédentes. » ■

MATTEA BATTAGLIA

Les lacunes de la formation des enseignants parmi les explications

Les élèves butent sur la compréhension des textes, alors que la France fait figure de championne des « fondamentaux »

Pirls n'est pas, loin s'en faut, le seul signal négatif déferlant sur l'école. L'association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire qui pilote ce programme a pour autre enquête phare « Timss », portant, elle, sur le niveau en mathématiques et en science. Sa dernière mouture, révélée il y a tout juste un an, a pointé une chute vertigineuse des performances des élèves français en terminale S et des scores mauvais en CM1.

Plus que le 34^e rang qu'occupe notre école dans le classement Pirls rendu public mardi 5 décembre – seuls la Belgique francophone et Malte font pire que nous en Europe –, c'est le décrochage qui interroge : les 14 points perdus par la France entre 2001 (525 points) et 2016 (511 points) sont jugés « significatifs » par les statisticiens du ministère de l'éducation. La différence, écrit-ils dans une note d'information, est bien due à une « érosion des performances ».

Dans le même temps, d'autres pays, à l'image des États-Unis, de Singapour ou de Hongkong, ont su gagner des dizaines de points. Pour les vingt pays ayant participé à Pirls à quinze années d'intervalle, la tendance est nettement haussière (+13 points entre 2001 et

2016) ; onze obtiennent des résultats « significativement supérieurs », soulignent les statisticiens du ministère, sept ont des performances inchangées. Seuls deux, la France (-14 points) et Pays-Bas (-9 points), voient leurs scores baisser. Chez nous, ce décrochage tend même à s'accroître : les petits Français avaient perdu 5 points entre 2001 et 2011, ils en ont lâché 9 ces cinq dernières années.

Cette baisse de performances concerne les derniers de la classe... mais aussi ceux que l'on a coutume de dire « bons ». « Pirls porte un coup à la vision selon laquelle certes l'école française peine à accompagner les élèves en difficulté, mais réussit à former ses élites », souligne la sociologue Nathalie Mons, présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire. Et c'est particulièrement choquant pour un système scolaire classiquement élitiste. »

Sur quoi butent nos enfants ? Les difficultés identifiées relèvent moins du déchiffrage ou de la fluidité de lecture que de leur capacité à saisir le sens d'un texte. Ils peinent à comprendre ce qu'ils lisent, en somme : de quoi relativiser la portée de la querelle, récurrente, autour des méthodes de lecture « globale » versus « syllabique ».

Faut-il incriminer les programmes, ce « cœur du réacteur » de l'école ? Les élèves testés lors du dernier Pirls ont, pour l'essentiel, suivi ceux de 2008, très centrés sur les « fondamentaux » – entrés en vigueur sous la droite l'année d'un retour à la semaine de quatre jours. Ils sont pointés du doigt par les syndicats enseignants.

Constat unanime

Les nouveaux programmes de la maternelle (2015), de l'élémentaire et du collège (2016) commencent à peine à être digérés. Les nouveaux manuels font, eux, leur entrée dans les classes... Trop tôt donc pour tirer des conclusions.

Est-ce le temps consacré à la lecture qui fait défaut ? La promesse d'un « retour aux fondamentaux » par tous les ministres de l'éducation (ou presque) depuis les années 1980 aurait tendance à le laisser penser. C'est se tromper de grille d'analyse : avec des enseignants déclarant consacrer plus de trois cents heures, dans l'année, à l'enseignement de la langue, notre école se hisse plutôt parmi les pays qui, d'un point de vue quantitatif en tout cas, font « plus » que leurs voisins. En CP, CE1 et CE2, dix heures de français sont prévues chaque semaine. La France fait

plutôt figure de championne des fameux « fondamentaux ».

Est-ce alors la formation qui coince ? Là-dessus, le constat est unanime : la mise en place, sous le précédent quinquennat, d'Écoles supérieures du professorat et de l'éducation a certes permis de rétablir une formation ébranlée par la disparition des Instituts universitaires de formation des maîtres, mais la France en est encore, sur le

plan de l'harmonisation des cursus notamment, au milieu du gué. Mardi, Jean-Michel Blanquer en a fait un chantier parmi d'autres, promettant que neuf heures de formation – sur dix-huit heures annuelles pour les professeurs des écoles – soient dédiées à la lecture.

Est-ce suffisant, alors que la communauté éducative en fait le levier essentiel ? « Les pays qui ont su encaisser le choc des enquêtes internationales ont développé des stratégies d'envergure pour soutenir le travail enseignant, note M^{me} Mons : Formations, ressources pédagogiques de qualité, personnels formés à la didactique pour aider les enseignants dans leurs classes. » Façon de dire qu'à l'étranger les enseignants ne sont pas seuls face à la difficulté scolaire de leurs élèves. ■

M. BA.

Ce qu'il faut retenir de l'enquête Pirls

L'ÉTUDE INTERNATIONALE du Programme international de recherche en lecture scolaire, dévoilée mardi 5 décembre, alerte sur une baisse des compétences en lecture et compréhension des écoliers français en classe de CM1 par rapport au début des années 2000.

34^e place

C'est le rang de la France dans le classement Pirls, sur cinquante pays étudiés. La cinquième édition du rapport a été organisée en mars 2016 et a concerné 320 000 écoliers âgés de 9 à 10 ans. Les élèves français testés étaient en CM1 ; ils sont aujourd'hui en 6^e.

511 points

C'est le score de la France, dont le système éducatif se place, en 2016, en retrait par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE (541 points), ou par rapport à la moyenne des pays de l'Union euro-

péenne (540 points). Et loin derrière la Russie (581 points), Singapour (576), Hongkong (569), l'Irlande (567) ou la Finlande (566), qui briguent le podium de tête. Trente-quatre pays participants à l'enquête obtiennent un score supérieur à 500 points, la moyenne symbolique de Pirls.

-22 points en compréhension

C'est la baisse du score des écoliers français sur la compréhension des textes informatifs sur quinze ans ; la chute est moindre pour les textes narratifs (-6 points). Une première épreuve soumise aux élèves comporte des questions sur un texte narratif, une seconde des questions sur un texte informatif. Quatre compétences sont testées : « prélever », « inférer » (connaître l'existence d'une chose que l'élève ne perçoit pas directement, mais peut déduire), « interpréter » et « apprécier ».

Les petits Français ont un sous-score de

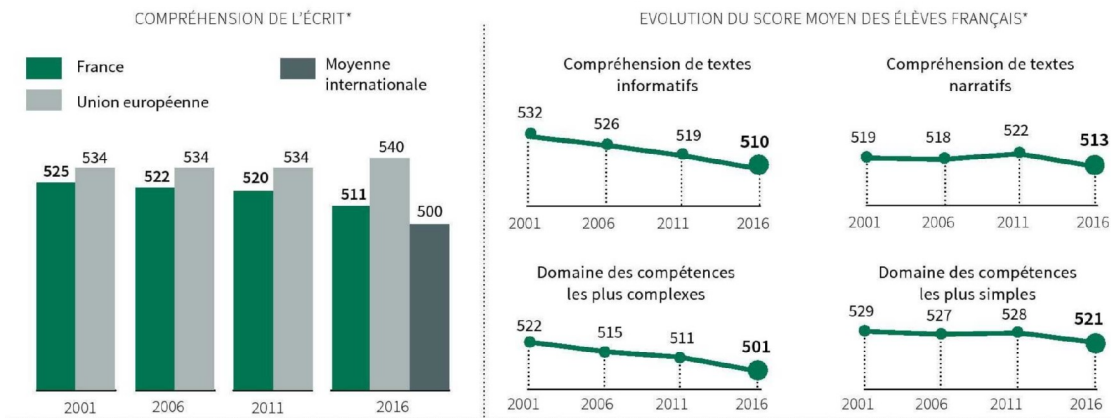
521 points pour les processus « prélever et inférer », mais de 501 seulement pour ce qui est d'« interpréter et apprécier ». Ce ne sont pas les processus les plus simples mais bien les plus complexes qui coïncident.

4 % d'élèves très performants

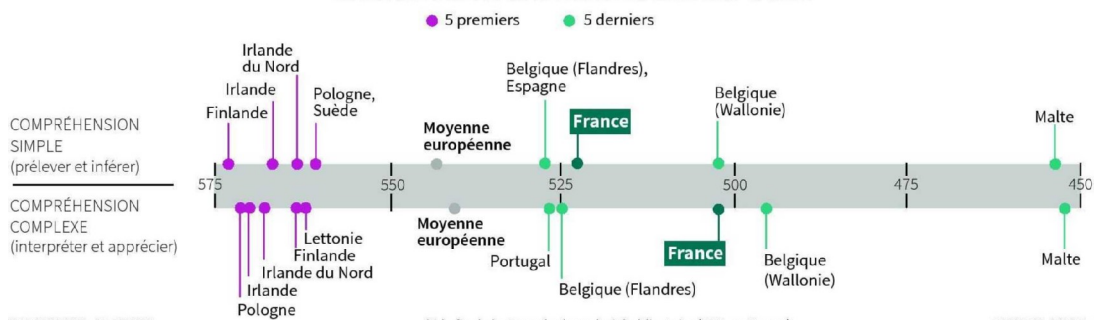
La part des élèves jugés très performants est trois fois plus basse en France que dans les autres pays européens (12%). La France compte plus d'élèves (6 %) en dessous d'une performance qualifiée de « basse ». Si l'on ordonne tous les élèves des pays européens en fonction de leurs scores, et que l'on découpe cet ensemble en quarts, les Français se retrouvent surreprésentés dans le groupe le plus faible (39 %, au lieu des 25 % attendus). À l'inverse, seuls 12 %, au lieu des 25 % attendus, font partie du quart européen le plus performant. ■

M. BA.

Baisse continue depuis 2001



CLASSEMENT DES PAYS EUROPÉENS SELON LEURS COMPÉTENCES*



NFOGRAPHIE : LE MONDE

*A la fin de la 4^e année de scolarité obligatoire (CMI en France)

SOURCE : PIRLS, 2016